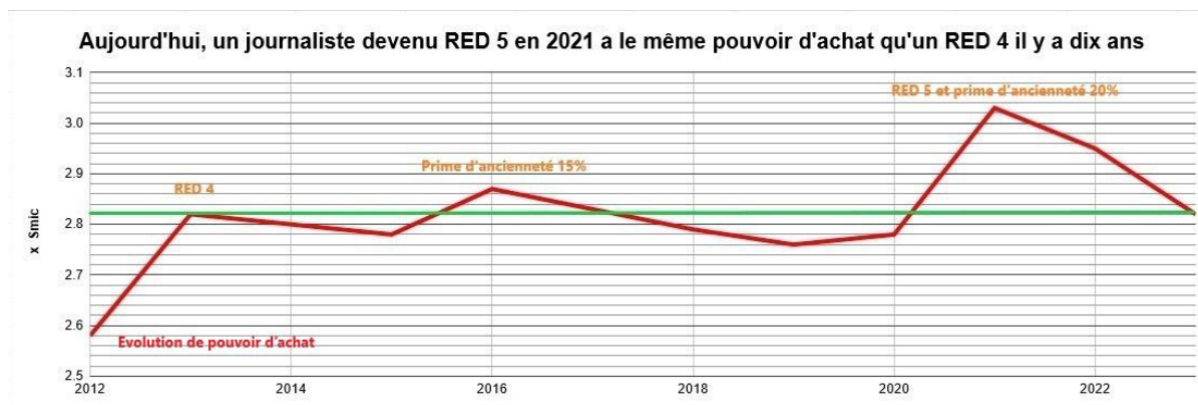


Salaires, MIG, retraites... Même combat !

Journalistes, vous avez perdu une décennie en termes de progression salariale à cause de l'inflation ! Ça suffit !



Salariés de statut siège, les organisations syndicales vous consultent quant à l'opportunité de se mettre en grève maintenant pour obtenir une augmentation salariale afin de compenser l'inflation, ou d'attendre septembre pour une *éventuelle* augmentation. Vous avez jusqu'au 15 mars pour vous rendre au bureau CSE (rdc côté BTI) et voter, ou pour envoyer un mail à nao@afp.com.

Pour SUD, la réponse est claire : la grève (choix N° 2 de la consultation).

Le graphique ci-dessus montre le pouvoir d'achat – en comparant le salaire au Smic qui, lui, suit globalement l'inflation – d'un journaliste qui achève le plan de carrière garantie en 2021 en passant à RED5 avec une prime d'ancienneté à 20%. En janvier 2023, même avec l'augmentation accordée par la direction l'année dernière, son pouvoir d'achat est retombé au niveau de 2013 (2,82 x Smic), quand il est passé RED4 avec une ancienneté de 10% ! Une perte énorme !

Mais au-delà de l'intérêt personnel, la revalorisation de nos salaires implique d'obtenir la prise en compte de l'inflation dans la subvention de la mission d'intérêt général (MIG) de l'Agence, ce qui est essentiel pour que l'AFP puisse fonctionner normalement et réaliser sa mission correctement.

Lorsque l'État a signé avec l'AFP le contrat d'objectifs et de moyens pour 2019-2023, le montant de financement de notre MIG a été figé (hors PDV). Aucun mécanisme d'ajustement à l'inflation n'était prévu. Cela a été très défavorable pour l'AFP : environ 30 millions d'euros sur la période. Cette somme est largement suffisante pour revaloriser les salaires, financer plus de formations et réaliser les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la direction reconnaît l'erreur mais estime qu'elle ne peut pas se permettre de demander plus d'argent à l'État tout de suite pour augmenter les salaires. SUD estime au contraire que la direction doit solliciter l'État maintenant pour accroître nos chances d'obtenir un mécanisme permettant d'ajuster la subvention de notre MIG à l'inflation dans le prochain COM pour 2024-2028.

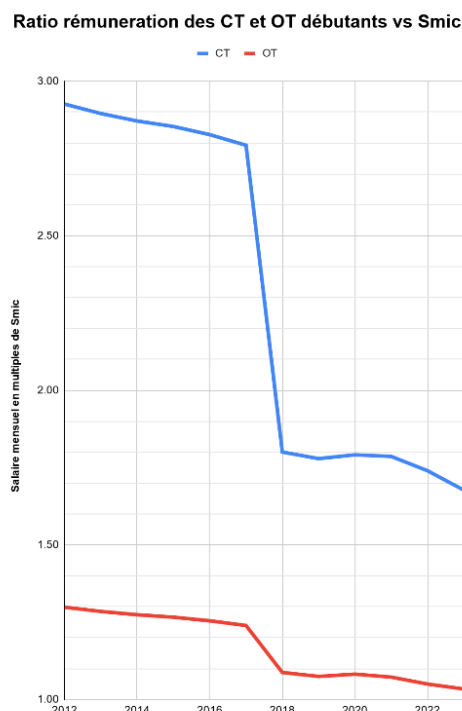
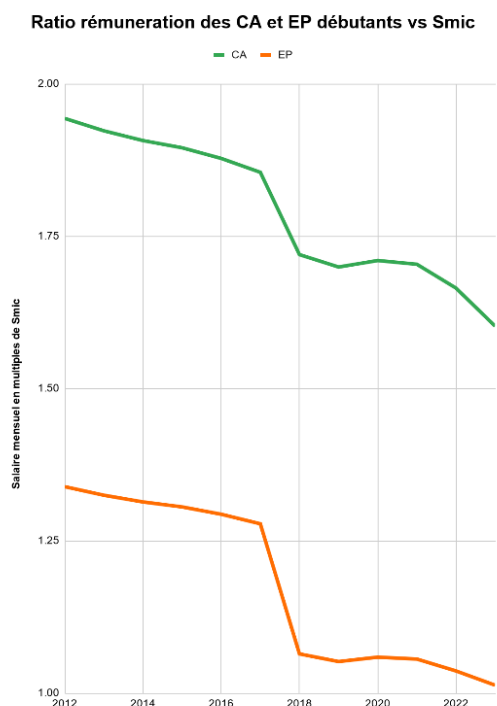
Le risque pour le personnel de vouloir attendre l'automne (choix N° 1 de la consultation) pour reprendre les négociations salariales avec la direction est que les termes du prochain COM aient déjà été décidés sans possibilité ensuite d'obtenir une véritable augmentation de salaire. Si l'État ne voit pas le personnel de l'AFP se rebeller, il pourrait penser – comme la direction – que nous sommes déjà très bien payés et tant pis si notre pouvoir d'achat s'amenuise. Voulez-vous prendre le risque de voir baisser votre pouvoir d'achat jusqu'en 2028 ? Pas d'argent non plus pour embaucher et réaliser les investissements. Ça semble un mauvais choix pour nous, mais aussi pour la mission d'intérêt général de l'AFP.

La grève pour sauver votre pouvoir d'achat et la mission d'intérêt général de l'AFP !

SUD encourage également le personnel à participer aux grèves et manifestations contre la réforme des retraites. Cette contre-réforme n'est pas complètement déconnectée de la situation à l'AFP. Elle est avant tout un choix idéologique de Macron. Dans sa vision néolibérale, il y a peu de place pour les missions d'intérêt général, comme celle de l'AFP, que le marché ne veut pas prendre en charge. Tout comme la santé ou l'éducation pour tous. Nous devons forcer le gouvernement à faire marche arrière sur les retraites.

Mobilisez-vous aussi contre la réforme des retraites !

Ces graphiques montrent que le pouvoir d'achat des salaires d'entrée du personnel administratif et technique de l'AFP a fortement baissé en raison du Grand Accord de 2017 et de l'inflation. Pour les plus bas, il approche le Smic.



Paris, le 10 mars 2023

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

Sud
AGENCE FRANCE PRESSE